

COLONISATION ET MODERNISATION AGRICOLE EN AMAZONIE BRESILIENNE

LENA (Ph.)
Géographe
ORSTSOM

RESUME

Dans le cadre de sa stratégie d'intégration économique de l'Amazonie et de soulagement des tensions dans des zones rurales plus anciennes qui soit souffrent de sécheresses périodiques (dont les effets sont renforcés par une forte croissance démographique et un latifundium endémique, comme c'est le cas du Nordeste), soit se trouvent engagées dans un processus de modernisation tendant à éliminer la main d'œuvre et les minifundia (régions sud et sud-est), l'Etat brésilien a entrepris le développement des Projets de colonisation en Amazonie dès 1969-1970.

Deux régions ont été particulièrement concernées : l'Etat du Para, au long de la Trans-amazonienne (débouché "naturel" des paysans pauvres du Nordeste) et le Rondônia, le long de la route alors récemment ouverte qui, par Cuiaba (Mato Grosso) relie cette partie occidentale de l'Amazonie au cœur économique du pays. Très assistés, ces projets s'adressaient principalement à une clientèle composée de paysans sans terre qui travaillaient auparavant selon différentes formes de contrat. En 1974, la politique d'occupation subit une réorientation qui va désormais favoriser les grandes entreprises capitalisées se destinant à l'élevage. Les projets intégrés sont alors considérés comme trop coûteux et abandonnés ; ceux qui sont en cours voient le niveau de leur assistance progressivement réduit. Les nouveaux projets seront moins aidés et en principe destinés à d'anciens petits propriétaires. Parallèlement, la colonisation privée est encouragée.

Après 15 ans, on constate que le mouvement de colonisation n'a cessé de s'amplifier. Il présente cependant des différences accentuées selon les régions : 6 000 familles (sur les 10 000 prévues) installées le long de la Trans-amazonienne dans des conditions précaires, 40 000 familles installées en Rondônia (pratiquement saturé) malgré des débuts beaucoup plus modestes. La qualité des sols, des infrastructures et la localisation en sont responsables. Le taux de substitution des colons est en moyenne un peu supérieur à 30 % dans les projets les plus anciens, avec concentration foncière, spéculation et valorisation de la terre extrêmement rapide. Dans les projets privés, où la terre doit être achetée par le colon, le taux de substitution est inférieur.

En dehors des échecs proprement dits (maladie, mauvaise récolte ou impossibilité de commercialiser la production qui mènent à l'endettement et à la vente du lot), la spéculation sur la terre (malgré les interdictions) est un moyen souvent utilisé pour se constituer un capital et recommencer ailleurs dans de meilleures conditions. La vente du lot n'est donc pas toujours la voie vers la prolétarianisation, elle peut s'inscrire dans une stratégie ascendante.

Les coûts de production et de transport sont élevés sur la "frontière", mettant en relief les différences de qualité du sol ou de localisation entre projets et entre fermes. Le besoin se fait sentir de mettre à la disposition du paysan des systèmes de production socialement, économiquement et écologiquement viables, basés sur des produits régionaux qui permettraient l'exploitation d'une sorte de rente de situation. Or le type d'utilisation du sol qui se répand le plus vite est le pâturage (écologiquement peu viable, mais économiquement cohérent). Avec les progrès de la mécanisation (déjà un peu présente pour le riz et qui n'attend, pour se répandre vraiment, que la diffusion du soja adapté au climat de forêt), les cultures annuelles vont occuper de grandes surfaces dans des conditions écologiques qui ne leur sont pas favorables avec pour conséquences une hausse des coûts de production et des échecs socialement et écologiquement graves.

Quelle politique agricole et quelle politique de colonisation pour l'Amazonie ? Seule une certaine stabilité des prix à moyen terme permettrait d'organiser les systèmes de production. La colonisation "gratuite" a une évidente fonction sociale, elle permet la promotion, principalement à travers la spéculation ! La colonisation "payante" ferme cette possibilité, avec des conséquences sans doute graves mais favorise l'établissement de systèmes de production plus stables et plus intensifs. Les deux sont possibles conjointement tant que l'espace est disponible, mais pour combien de temps ? En effet, la colonisation intégrale de l'Amazonie par des petits producteurs ne permettrait même pas de résorber la totalité du potentiel migratoire actuel (paysans sans terre) et ne représenterait que 7,5 ans de croissance démographique brésilienne. Il faut donc rechercher parallèlement d'autres solutions (urbanisation/industrialisation des petites villes, industries de transformation des produits agricoles...).

AGRICULTURAL COLONISATION AND MODERNISATION IN THE BRAZILIAN AMAZON REGION

Ph. LENA,
Geographer,
ORSTOM.

ABSTRACT

The Brazilian government began the development of colonization projects in Amazonia in 1969-1970 within the framework of the economic integration of Amazonia. This was also to relieve tensions in the older rural zones which either suffer from periodic drought (whose effects are aggravated by high population growth and established catifundia, as in the Nordeste), or which are engaged in a modernization process which tends to eliminate labour and minifundia (south and south-east regions).

Two regions have been particularly concerned : the State of Para along the trans-Amazonian highway (a natural destination for poor peasants from the Nordeste) and the Rondônia along the recently built road which connects this western part of Amazonia with the economic heart of the country by way of Cuiaba (Mato Grosso). These heavily aided projects were intended mainly for a clientele consisting of landless peasants who had previously been working on various types of contract basis. In 1974, occupation policies were re-orientated to favour henceforth large capitalist livestock enterprises. The integrated projects were then considered to be too costly and were abandoned ; aid was progressively decreased for those in progress. New projects would receive less aid and would be destined mainly for former small landholders. Simultaneously, private colonization was encouraged.

Fifteen years later, it can be observed that the colonization movement has not stopped growing. There are nevertheless noticeable regional differences : 6,000 families (out of a planned 10,000) installed in precarious conditions along the trans-Amazonian Highway ; 40,000 families installed in Rondônia (practically saturated) in spite of much more modest beginnings. The quality of soils, infrastructure and the location are responsible for this.

The rate of substitution of colonists is slightly over 30 % on average in the older projects, with extremely rapid concentration of landholding, speculation and added value of land. The substitution rate is lower in private projects, in which land must be purchased by the colonist.

Apart from true failures (illness, bad harvest or the impossibility of selling production leading to debt or the sale of the plot), speculation in land (in spite of prohibitions) is often used as a means of building up capital and starting afresh elsewhere under better conditions. The sale of a lot is not always the way to proletarianisation and can be considered as a step in an upward path.

Production costs and transport are high at the "frontier", outlining the differences in soil quality or location between perimeters and farms. A need is being felt to provide farmers with production systems that are socially, economically and ecologically viable, based on regional produce which would create a location return. However, the most widespread use of land is for grazing (ecologically of low viability but economically coherent). With the progress of mechanization (already beginning for rice and which is waiting only for the extension of soya which is suitable for the forest conditions), annual crops will cover large areas under unfavourable ecological conditions ; as a result, production costs will increase and there will be socially and ecologically serious failures.

What kind of agricultural policy and colonial policy would be suitable for Amazonia ? Only a certain degree of medium term price stability would make it possible to organise production systems. "Free" colonization has an obvious social function ; it enables upward movement, mainly through speculation ! "Paying" colonization obviates this possibility, doubtless with serious consequences, but encourages the establishment of more stable and intensive production systems. Both are possible as a combination while space is still available, but for how long ? Colonization of the whole of Amazonia by small farmers would not even make it possible to settle the whole of the potential migratory population (landless farmers) and would only represent 7,5 years of Brazilian population growth. It is thus necessary to seek other solutions at the same time (urban development, industrialization of small towns, food processing industries, etc.).

Un récent rapport de la F.A.O. classait le Brésil parmi les rares pays qui, au XXI^{ème} siècle, auront à charge de pourvoir le monde en denrées alimentaires et matières premières agricoles dont le reste de la planète sera largement déficitaire.

On pourrait naturellement critiquer l'aspect technocratique de telles projections et notamment l'application aux meilleures terres du monde tropical des paramètres techniques et du taux d'investissement propres au modèle hollandais !

Nous nous limiterons cependant à mettre en lumière un certain nombre de dynamiques et de blocages susceptibles de compromettre sérieusement la réalisation de ces lendemains optimistes, en particulier pour ce qui concerne ces fameuses "Terres Neuves" sur lesquelles on semble un peu partout fonder de grands espoirs.

La production pour les autres, c'est bien. Encore faudrait-il tout d'abord démontrer que l'on peut nourrir correctement sa population. Or, nous savons que le Brésil, connu pour ses exportations de café, cacao, soja, etc... n'est pas autosuffisant pour un certain nombre de produits alimentaires de consommation courante, malgré une population paysanne encore très importante (bien qu'en légère diminution durant la dernière décennie).

Soulignant la gravité de cette situation en novembre 1984 à Belem, le Ministre de l'Agriculture d'alors concluait à la nécessité de la mise en valeur des Terres Neuves afin de produire à la fois plus d'aliments et plus de recettes à l'exportation.

Certes, il s'agit d'un discours à deux niveaux ; en réalité, l'occupation des Terres Neuves (c'est-à-dire essentiellement ce que l'on appelle "l'Amazonie Légale" (1), soit la région Nord plus la partie amazonienne de la région Centre-Ouest et du Maranhao) est à la fois une aide (déplacement de main d'œuvre) et un prétexte (création d'infrastructures) pour l'exploitation des immenses ressources minérales qui devraient permettre de rassurer les banquiers internationaux et continuer à solliciter des emprunts.

Mais cette politique entraîne des coûts sociaux et écologiques extrêmement graves, non directement et immédiatement comptabilisables, mais qui engagent sérieusement l'avenir.

En fait les petits paysans, qui sont responsables de la plus grande partie de la production alimentaire, ne sont pas en mesure de produire des excédents pour le marché, ni dans les zones agricoles consolidées dont ils sont expulsés par la modernisation et la valorisation de la terre (liées pour une grande part à l'extension des cultures d'exportation ou au programme alcool) ni dans les "Terres Neuves" (et ceci même au sein des projets de colonisation qui leur sont destinés).

L'OCCUPATION DES TERRES NEUVES

Dans le cadre de sa stratégie d'intégration économique de l'Amazonie et de soulagement des tensions dans les zones rurales plus anciennes qui soit souffrent de sécheresses périodiques (dont les effets sont renforcés par une forte croissance démographique et un latifundium endémique, comme c'est le cas du Nordeste), soit se trouvent engagées dans un processus de modernisation tendant à éliminer la main-d'œuvre et les minifundia (régions Sud et Sud-Est), l'Etat brésilien a entrepris le développement de projets de colonisation en Amazonie dès 1969-1970.

Deux régions ont été particulièrement concernées : l'Etat du Para, au long de la Transamazonienne (débouché "naturel" des paysans pauvres du Nordeste) et le Rondônia, le long de la route alors récemment ouverte, qui, par Cuiaba (Mato Grosso) relie cette partie occidentale de l'Amazonie au cœur économique du pays.

Très assistés, ces projets s'adressaient principalement à une clientèle composée de paysans sans terre qui travaillaient auparavant selon différentes formes de contrat.

En 1974 la politique d'occupation subit une réorientation qui va désormais favoriser les grandes entreprises capitalisées se destinant à l'élevage.

Les projets intégrés sont alors considérés comme trop coûteux et abandonnés ; ceux qui sont en cours voient le niveau de leur assistance progressivement réduit.

Les nouveaux projets seront moins aidés et en principe destinés à d'anciens petits propriétaires. Parallèlement, la colonisation privée est encouragée. Elle se développera principalement le long de la route Cuiaba/Santarem dans l'Etat de Mato Grosso.

Après 15 ans on constate que le mouvement de colonisation n'a cessé de s'amplifier. Il présente cependant des différences accentuées selon les régions : 8 000 familles (sur les 100 000 prévues) installées le long de la Transamazonienne dans des conditions précaires, 40 000 familles installées en Rondônia (pratiquement saturé) malgré des débuts beaucoup plus modestes. La qualité des sols, des infrastructures, et la localisation en sont responsables.

Pour évaluer globalement l'impact démographique de cette politique d'occupation de l'espace amazonien, on ne dispose que des données du recensement national de 1980, soit après dix années d'efforts, de projets et de propagande. Quelques chiffres nous permettront de restituer les choses à leur juste place :

	Superficie Km ²	% du Terr.	Hab/Km ²	Txcr ann.	Txcr ann. Pop. rur.	Txurb
Sud	577.723	6,79%	33,87	1,43%	- 2,47%	62,41%
Sud Est	924.935	10,87%	56,33	2,64%	- 1,99%	82,79%
Nord Est	1.548.672	18,19%	22,60	2,16%	0,55%	50,44%
Centre- Ouest	1.879.455	22,08%	4,02	4,05%	- 0,78%	67,75%
Nord	3.581.180	42,07%	1,66	5,05%	3,71%	51,69%

Comparaison entre les 5 grandes régions du Brésil (2)

Etant donné que la croissance démographique brésilienne a été de 2,48% durant la décade 1970, on peut constater que les "Terres Neuves" ont bien connu une croissance nettement supérieure à la moyenne (il s'agit des régions Centre-Ouest et Nord). Seul le pôle économique du Brésil (Sud-Est) enregistre également un solde positif. Le Nord-Est et le Sud n'ont pu maintenir sur place le croît naturel de leur population. Mais 2,64% de croissance annuelle pour le Sud-Est représentent un accroissement absolu de la population supérieur à 15 millions d'habitants (soit 16 hab/Km² en plus dans la région). Alors que 5,05% de croissance annuelle pour la région Nord représentent 2,3 millions d'habitants de plus en dix ans (soit 0,64 hts/Km²).

De plus, étant donné que la région Sud-Est a perdu une partie de sa population rurale, on peut en conclure que les grands centres urbains (tels que Sao Paulo et Rio de Janeiro) ont reçu plus d'immigrants que la "frontière" agricole (3).

Et puis doit-on parler de frontière "agricole" lorsque l'on voit que dans le Centre-Ouest l'accroissement de population s'est concentré essentiellement dans les villes ? Par contre, la région Nord (qui correspond à l'Amazonie Sensu Stricto) a enregistré un fort accroissement de sa population rurale. Mais là encore, il faudrait nuancer car, si les zones de colonisation ont effectivement accusé des taux de croissance élevés, d'autres régions de peuplement ancien ont connu un très fort exode rural.

D'autre part, les Terres Neuves sont caractérisées par une concentration foncière supérieure à la moyenne brésilienne. Si les zones de colonisation sont bien responsables de la croissance démographique (directe et induite, rurale et urbaine) comme de l'accroissement du nombre des exploitations agricoles, elles n'ont qu'une faible expression spatiale. Ainsi en Rondônia, état qui a connu la plus forte concentration de projets de colonisation, la superficie occupée par la colonisation planifiée n'atteint pas 15% du territoire. Ailleurs, elle oscille entre 0,1 et 5%.

Mais parallèlement à ces opérations de colonisation s'est développée une colonisation spontanée dont les effectifs dépassent bien souvent la colonisation officielle. Ce mode d'occupation de l'espace entre en conflit violent avec l'appropriation du sol par les grandes fermes d'élevage, nationales ou multinationales, dont une des principales finalités est la spéculation foncière, la jouissance de prêts avantageux et de dégrèvements fiscaux (souvent appliqués ailleurs).

Malgré la relative faiblesse des flux démographiques qui se dirigent vers les Terres Neuves, l'impact sur le milieu naturel est sans commune mesure. Plusieurs mécanismes sont à l'origine du phénomène : d'une part les coûts de production sont beaucoup plus élevés sur la frontière que dans les régions agricoles consolidées, ce qui conduit les immigrants (du petit producteur à la multinationale) à pratiquer un système de production extensif ; d'autre part, le faible coût de la terre fait que lors d'une vente ou revente, ce sont les travaux effectués qui vont le plus lourdement peser dans la formation du prix. En d'autres termes, un hectare de forêt sur pied est moins cher qu'un hectare de forêt abattue !

Enfin, lors des opérations de régularisation foncière menées par les organismes d'Etat, les conflits entre éleveurs et agriculteurs ont tendance à se traduire par une course à la déforestation : les petits producteurs convoitent la forêt vierge, gage d'une ou deux années de bonne récolte et peuvent obtenir (dans le meilleur des cas et après au moins un an d'occupation effective du lieu) une superficie proportionnelle à l'espace déjà défriché.

Les éleveurs, par contre, ont tout intérêt d'une part à rendre manifeste leur occupation réelle de l'espace par le défrichement (nombre d'entre eux sont en possession de titres de propriété juridiquement douteux) et, d'autre part, à supprimer toute velleité d'invasion de leurs terres par les petits agri-

culteurs en faisant disparaître l'objet de leur convoitise, c'est-à-dire la forêt.

IMPACT DE L'OCCUPATION DE LA REGION AMAZONIENNE SUR LE MILIEU NATUREL

Nous ne parlerons pas ici des grandes entreprises d'exploitation minière (comme le projet Carajas par exemple) ni du programme de barrages hydroélectriques (Tucuruí, Balbina, etc.) dont les lacs de retenue dépassent souvent 2.000 Km², ni même de la recherche de l'or qui entraîne une importante pollution par le mercure (4) mais seulement des défrichements dus au développement des activités agricoles et pastorales.

Les études réalisées à partir des photos satellites Landsat présentent certainement de graves insuffisances, P.M. Fearnside (in : *A Floresta vai acabar ? Ciência hoje*, vol. 2 1984 p. 42-52) fait remarquer que la superficie donnée comme défrichée pour l'Etat du Para en 1978 n'est que de 1,798% alors que la région de Bragança (environ 30.000 Km², 2,40% de l'Etat) était déjà entièrement défrichée au début du siècle.

Ces erreurs sont sans doute dues à la difficulté rencontrée pour identifier d'anciennes jachères. Nous nous baserons cependant sur ces chiffres, non par tant pour leur valeur absolue (largement sous-estimée d'après la plupart des auteurs) mais pour l'indice d'accroissement qu'ils révèlent.

Ainsi, pour l'ensemble de l'Amazonie légale, la superficie défrichée était de 0,571% en 1975 contre 1,642 en 1978. On ne possède malheureusement pas les chiffres de 1980 pour l'ensemble. Par contre les chiffres du Rondônia et Mato Grosso (entre autres) sont révélateurs.

	1975	1978	1980
Rondônia (243.044 Km ²)	0,301	1,722	3,118
Mato Grosso (881.001 Km ²)	1,149	3,213	6,050

La plupart des courbes disponibles tendent vers l'exponentielle, sauf en Goiás où P.M. Fearnside (op. cit.) note une légère désaccélération. En fait, une observation que nous avons pu réaliser il y a moins de trois mois dans le Nord de l'Etat (là où se trouve concentrée la forêt) nous a convaincus de la reprise des défrichements à un rythme accéléré, dû essentiellement (et paradoxalement) aux conflits fonciers. Néanmoins, étant donné que la quasi totalité de la forêt du Nord du Goiás a déjà été abattue, on n'enregistrera certainement plus de courbe exponentielle.

Au rythme actuel, Fearnside a calculé (op. cit.) que la forêt du Mato Grosso aura disparu en 1989, celle du Rondônia en 1990 et celle de l'Acre en 1993. Le problème est de savoir si nous avons le droit de prolonger des courbes de ce genre qui sont en général utilisées pour indiquer une tendance et contribuer à la modifier. En l'absence de toute intervention extérieure au système (telle qu'un changement radical) l'aboutissement du processus semblerait bien devoir se rapprocher des prévisions de l'auteur cité.

En effet, les exemples historiques ne manquent pas au Brésil.

Les cas les plus connus sont ceux de la colonisation de l'Ouest de l'Etat de São Paulo et celle du Paraná qui a vu sa couverture forestière réduite à 5% en l'espace d'une trentaine d'années. Or les rythmes de défrichement observés en Mato Grosso et Rondônia (entre autres) sont supérieurs à ceux qui ont été enregistrés lors de l'occupation du Paraná. D'autre part la preuve continue chaque jour d'être administrée que les parcs nationaux, réserves indiennes (5) et forêts destinées à l'exploitation ne peuvent être efficacement défendus face aux migrations spontanées et aux entreprises spéculatrices, souvent soutenues officieusement en haut lieu.

Il est cependant difficile de dire ce qui s'est passé entre 1980 et 1985. Il faudrait avant tout savoir quelle est la part du défrichement qui revient aux fermes d'élevage de grande dimension (+ de 100.000 ha.) et celle qui revient aux petits colons (pour lesquels le module rural amazonien est de 100 ha. (6). En effet, la grande ferme peut défricher jusqu'à 1000 ha. par an et même plus, alors que le petit colon défriche de 2 à 4 ha. (il faut donc quelques centaines de familles de colons pour obtenir le même résultat qu'une "fazenda"). Or, à partir de 1981, la SUDAM (superintendance pour le développement de l'Amazonie) a progressivement cessé, sous la pression des milieux scientifiques et de l'opinion publique, mais aussi et surtout pour des raisons de trésorerie, d'octroyer des prêts et dégrèvements fiscaux aux projets d'élevage en Amazonie. Il y a cependant beaucoup de fermes qui se vendent, se divisent et les défrichements continuent sans prêts. La division d'une grande fazenda en 5 fazendas moyennes aurait tendance à accélérer le rythme de défrichement.

D'autre part, certaines fazendas préfèrent réaliser la valeur de la terre (en augmentation constante dans la région) en se transformant en colonisatrices, et vendent la terre à de petits colons originaires du Sud.

Enfin, il n'est que de comparer les courbes du Rondônia (où 90% des défrichements sont le fait de petits colons) et du Mato Grosso (où 90% des défrichements sont le fait des grandes exploitations),

pour se rendre compte qu'elles ne sont pas sensiblement différentes. Ainsi, la colonisation par de petits agriculteurs, perçue comme plus morale parce que socialement plus juste, n'en contribue pas moins à une disparition tout aussi rapide d'un potentiel écologique irremplaçable.

Si ces éco-systèmes, sans doute les plus riches et les plus complexes du monde, étaient remplacés par des agrosystèmes permanents capables de soutenir indéfiniment un haut niveau de production, de contribuer efficacement à la création de richesses et d'assurer une bonne répartition des revenus, la critique ne devrait porter que sur la dimension de parcs et réserves ainsi que sur le problème techno-économique de l'équilibre entre l'exploitation du bois et les activités agricoles. Mais comme nous allons le voir, le tableau est fort différent, nous assistons à une dégradation sans doute irréversible des potentialités du milieu ainsi qu'à une stratification sociale et économique rapide.

Néanmoins, pour suivre les courbes dans leur actuelle tendance, il faudrait que les défrichements doublent chaque année. Nous avons vu les facteurs qui peuvent influencer le rythme de défrichement des fazendas (7), voyons rapidement ceux qui peuvent le soutenir dans les zones de colonisation :

- L'arrivée continue d'immigrants : de ce côté le mouvement paraît devoir continuer. En Rondônia 153.327 immigrants sont entrés dans l'Etat en 1984, soit une augmentation de 65% par rapport à 1983 ; 34000 sont arrivés durant le 1er trimestre 1985, laissant présager une augmentation sensible pour l'année 1985 par rapport à 1984.

Néanmoins, et bien que les colons effectuent un défrichement annuel, cela ne suffit pas pour rendre compte de l'allure des courbes, encore moins de leur prolongement. Deux autres facteurs semblent produire un effet multiplicateur :

- L'extension des pâturages : en l'absence de capital personnel et devant la difficulté d'obtenir des crédits et de les rembourser, les paysans cherchent à valoriser leur travail en supprimant la jachère et en plantant un pâturage chaque année. Malgré une dégradation rapide, ce pâturage représente un avantage économique car il peut être loué aux détenteurs de bétail et contribue à valoriser la propriété. Or nous avons constaté que tous ceux qui adoptent cette stratégie effectuent des défrichements légèrement supérieurs à ceux qui ne l'adoptent pas.

- Enfin, les échecs sont nombreux dans les zones de colonisation et on assiste à un mécanisme de substitution rapide des premiers colons par d'autres plus capitalisés. Ces derniers se consacrent essentiellement à l'élevage et leur rythme de défrichement est supérieur. De plus, une enquête réalisée il y a cinq ans nous donnait un écart moyen de 25 % dans les superficies défrichées annuellement par les deux groupes alors qu'une enquête similaire réalisée cette année nous donne environ 92 %. En effet la valorisation constante de la terre conduit à l'achat des exploitations par des paysans chaque fois plus aisés qui ont donc plus de moyens pour payer de la main-d'œuvre.

Il nous paraît cependant peu probable que ces courbes puissent continuer longtemps sur le même rythme. Nous pensons que cette situation est conjoncturelle et que si le résultat présenté par Fearnside paraît en effet inéluctable dans les conditions actuelles, les défrichements devraient certes continuer à augmenter en volume mais pas à doubler chaque année. A l'intérieur d'une même propriété, il y a une tendance au "plafonnement" des défrichements au bout d'un certain nombre d'années (par manque de terres dans le cas des plus petites, par satisfaction des besoins et coûts croissants de l'entretien pour les plus grandes). Or, si de nouvelles propriétés entrent en exploitation chaque année, plus le temps passe et moins elles sont nombreuses alors que celles qui entrent en phase de plafonnement voient leur nombre s'accroître. Dans ce cas le terme pourrait être repoussé de cinq à dix ans suivant les régions (davantage pour les Etats du Para et surtout Amazonas). Le seul problème est celui du morcellement des propriétés (par vente ou héritage) ainsi que l'arrivée à l'âge adulte des enfants, phénomènes qui provoquent une reprise des défrichements.

UN COUT SOCIAL ELEVE ET UNE RELATIVE INEFFICACITE ECONOMIQUE

Nous avons vu que la migration vers les Terres Neuves n'a pas eu l'effet attendu (?) sur la direction et le volume des flux migratoires qui continuent à se diriger préférentiellement vers les grandes villes. Fearnside faisait remarquer que tous les nordestins installés le long de la Transamazonienne ne représentaient pas 15 jours de croissance démographique du Nordeste. C'est dérisoire. La "frontière agricole" a prouvé son incapacité à résoudre de façon significative les problèmes des autres régions.

Par ailleurs, la contribution à la production est faible. Durant la période rose des avantages fiscaux, le moins qu'on puisse dire est que la production de viande n'était pas la principale préoccupation des fazendeiros ! Aujourd'hui le cheptel augmente, mais le niveau technique et la qualité génétique sont bas.

Immédiatement après le défrichement on plante du riz afin d'amortir les coûts de l'abattage. Le rendement dépend de la qualité du brûlis mais il est en moyenne bon lors de cette première mise en

culture. Ensuite le pâturage est semé (par avion pour les plus grandes fermes). La première année on peut mettre une tête par hectare, ensuite la capacité de charge ne va cesser de baisser jusqu'à une tête pour 4 ou 5 hectares. Le pâturage doit alors être réformé. La lutte contre le recrû forestier est menée en partie à la main (recrutement d'une importante main-d'œuvre temporaire) en partie par le feu (le pâturage est brûlé une fois par an ou tous les deux ou trois ans).

La "réforme" du pâturage, par contre, peut être laissée au soin d'un fermier qui loue les terres pour y cultiver du riz, du maïs ou du soja et s'engage à planter de l'herbe avant de partir (parfois c'est le fazendeiro qui s'en charge avec sa main-d'œuvre permanente de peur que le fermier ne veuille plus partir). Cette mise en culture est encore très souvent faite à la main. Pour mécaniser, il faut avoir désouché, ce qui entraîne des frais. Dans le "cerrado", beaucoup de fermiers sont mécanisés, le désouchage y est moins coûteux, par contre il faut en général répandre du calcaire afin de ramener le pH autour de 5,5 et neutraliser ainsi l'action de l'aluminium des sols. Les hauts prix du soja avaient favorisé ces pratiques, mais ils sont aujourd'hui en baisse. En forêt, le soja a très peu pénétré, une variété adaptée est cependant sur le point d'être diffusée. Si les effets de l'élevage sur les sols amazoniens ont été maintes fois dénoncés (on trouve déjà d'immenses surfaces de pâturage dégradées et abandonnées) on connaît peu de choses sur les effets de la mécanisation, mais les premières données paraissent peu encourageantes. Le développement de machines et de techniques de production adaptées semble urgent.

En fait, d'après une étude de la Banque Mondiale, seuls 10 % de l'Amazonie seraient susceptibles d'être mis en culture et peut être 25 % en pâturage. Mais la conquête de l'espace amazonien n'a pas fait l'objet d'un plan d'occupation des sols, d'où un grand nombre d'échecs. De plus, certains gouvernements d'Etats ont attiré les immigrants grâce à une propagande décrivant leur région comme un nouvel "Eldorado" où tout poussait sans difficulté. C'est le cas du Rondônia qui, il est vrai, présente la plus grande concentration de bonnes terres d'Amazonie ; cependant, ces terres n'excèdent pas 10 % de la superficie de l'Etat.

Laissons de côté les éleveurs face au choix difficile entre une productivité décroissante ou une élévation sensible de leurs coûts de production dans des conditions d'exploitation ingrates (la complémentarité/collaboration avec les agriculteurs dépendra à la fois de l'évolution des prix des céréales et du coût des nouvelles techniques) pour nous tourner vers les petits colons avec l'exemple du Rondônia.

D'une part, les colons originels sont devenus une minorité dans la plupart des anciens projets (1970-74). D'autre part, on assiste à une modification de la structure foncière, au départ parfaitement homogène et donc égalitaire. La concentration de 6 à 10 lots entre les mains d'un même propriétaire n'est pas rare. A l'inverse, un morcellement du module de base a eu lieu et l'on trouve maintenant des propriétés de 10 à 20 ha.

Les projets de colonisation devraient être fondés sur les cultures pérennes or, ce sont de très loin les pâturages qui dominent (8).

A l'origine de tout cela se trouvent trois catégories de phénomènes :

- les colons n'étaient pas tous égaux avant leur arrivée et se trouvaient à des moments différents de l'évolution de leur structure familiale ;
- la réalisation d'importantes infrastructures par les pouvoirs publics a fait augmenter le prix de la terre qui est devenue l'objet de transactions malgré les interdictions.
- les conditions offertes aux immigrants étaient insuffisantes et spatialement inégales.

Voyons un peu plus en détail ce dernier point :

Le parcellaire fut découpé de façon quadrangulaire sans tenir compte des caractéristiques du terrain. Certains lots n'ont pas accès à l'eau, d'autres présentent de fortes déclivités ou 90 % de leur surface en cailloux.

Par ailleurs, le rythme de l'immigration a dépassé les capacités des organismes publics à créer des infrastructures. Ainsi, certains colons sont restés deux ans sans avoir accès à une piste, c'est-à-dire sans pouvoir écouler leur production. D'autres, ne pouvant accéder à leur lot ont travaillé sur le lot des autres, donnant le départ à un processus de différenciation.

A partir de 1974 le phénomène s'est d'ailleurs accentué car l'organisme chargé de la colonisation a cessé d'aider les colons jusqu'à leur première récolte (cette aide est maintenant rétablie pour certains projets dans le sud du Para).

Avec des difficultés de transport parfois insurmontables (routes coupées pendant plusieurs mois tous les ans, d'autres définitivement inutilisables), la violence de la malaria dans la région n'en était que plus grave. Le Rondônia a été le foyer de malaria le plus virulent d'Amérique Latine, à l'origine de nombreux décès et d'importantes pertes de journées de travail.

Enfin le crédit rural, dans ces conditions, a été la cause de nombreux échecs, beaucoup de colons devant vendre leurs terres pour solder leurs dettes.

Toutes ces conditions difficiles sont venues souligner et accentuer les petites différences qui existaient entre les colons, ouvrant la région, par le biais de la vente des lots, à des catégories de colons plus aisés qui seront responsables de l'accélération du processus de différenciation socio-économique.

Étant donné que le processus nous a paru être le fait fondamental autour duquel gravitaient obligatoirement toutes les autres problématiques, nous l'avons pris comme fil conducteur et cherché à repérer les différentes classes de colons et leurs caractéristiques d'un point de vue dynamique.

Sans entrer dans le détail, nous avons pu constater que parmi les colons d'un projet qui ont réussi à se maintenir, les plus fragiles, ceux qui sont le plus susceptibles de vendre leur lot, sont ceux qui présentent un régime d'accumulation nul ou très lent. Ceci est une évidence. Il est plus intéressant de noter que ces unités de production n'ont jamais pu passer aux cultures pérennes ou à l'élevage et de se demander pourquoi.

Par contre, ceux qui ont réussi à progresser suffisamment vite pour obtenir un statut comparable à celui des colons de 2^{ème} ou 3^{ème} génération ont invariablement joué à la fois sur les deux tableaux : cultures pérennes plus élevage. Les cultures vivrières permettant l'autosuffisance alimentaire et la satisfaction des besoins les moins coûteux, les revenus des cultures pérennes sont épargnés sous forme de bétail. Lors d'une dépense ou perte de production imprévues, le colon pourra vendre un nombre de têtes correspondant à ses besoins, évitant de se séparer de la totalité ou d'une partie de son lot. D'où l'importance accordée à l'élevage par tous les petits colons. C'est un système souple qui permet d'avoir constamment à disposition un capital qui non seulement ne se dévalue pas mais grandit tout seul. Dans certains cas, le colon utilise ce capital pour acheter un camion et obtenir ainsi la maîtrise de la commercialisation de sa récolte. Le processus est enclenché.

Cependant si le chemin de l'accumulation passe bien par l'élevage pour les petits comme pour les grands colons, il faut bien reconnaître qu'il est également le symbole de l'échec de la modernisation agricole en zone de frontière.

Pour les colons totalement sans capital, à moins d'une composition très favorable de la main-d'œuvre familiale ou (et) de sols exceptionnels, l'accès à l'élevage passe par les cultures pérennes. En effet, il n'existe pas de crédit pour l'achat du bétail alors qu'il en existe pour les cultures vivrières et les cultures pérennes. L'accès aux cultures pérennes est en partie lié au hasard (terres de bonne qualité qui doivent être agréées par l'organisme d'État chargé du développement de ces cultures, proximité d'une route carrossable, etc...) et en partie aux conditions du crédit. Ce dernier était favorable durant les premières années car très subventionné. Il n'était cependant pas facile de l'obtenir, beaucoup de colons renonçant devant les complexités bureaucratiques et les nombreux déplacements (coûteux et difficiles) que cela impliquait. Les plus humbles et les plus éloignés s'en sont trouvés exclus.

Par contre, une fois le crédit obtenu, le colon était à même de rémunérer la main-d'œuvre d'appoint dont il allait avoir besoin. Cette main-d'œuvre est essentiellement constituée par des colons potentiels en attente de leur lot et qui cherchent non seulement un morceau de terre provisoire pour planter leurs vivriers mais aussi quelqu'un susceptible de les aider financièrement en attendant la première récolte, moyennant une contrepartie en travail. Il est donc rare de trouver ces "agregados" chez les simples producteurs de vivriers qui, sans accès au crédit (9) se trouvent dans l'impossibilité d'accéder aux conditions de l'accumulation.

Mais le retrait progressif des subventions a eu pour effet d'ôter cette opportunité des mains du plus grand nombre et de favoriser les paysans capables de s'auto-financer. Les échecs se sont multipliés alors même que la terre voyait sa valeur augmenter chaque fois plus rapidement grâce à la réalisation d'infrastructures importantes (asphaltage de la route, multiplication des services, etc...). Le rythme de la substitution des colons, de la concentration foncière et de l'extension des pâturages (qui offrent seize fois moins d'emplois par unité de surface que l'agriculture) s'est donc accéléré, augmentant le volume des migrations intra-régionales. Ainsi la "frontière", en principe destinée à fixer l'homme à la terre de façon productive, est elle-même à l'origine d'une grande mobilité spatiale.

En fait l'échec du petit colon peut, grâce à cette mobilité spatiale, devenir un élément de sa future réussite. En vendant son lot, il peut racheter de la terre dans une zone de frontière plus récente, où le sol a une valeur moindre, et repartir ainsi sur de meilleures bases avec un petit capital qui lui permettra d'engager un processus d'accumulation. On s'explique la rapidité de l'expansion de la frontière ! Ainsi le petit colon devient spéculateur malgré lui et accompagne dans sa migration le gradient de valorisation de la terre. La mobilité spatiale est pour lui le chemin de l'ascension sociale.

En d'autres points de la frontière, comme dans le nord du Goiás par exemple (où les colons expulsés du Maranhao se sont installés librement, en dehors de tout système planifié) l'habitat groupé, le maintien ou la création de solidarités villageoises ont limité (mais pour combien de temps ?) les ventes de terre, mais aussi maintenu les paysans à un niveau d'accumulation nul, sans cultures pérennes et sans élevage. Les conflits fonciers et les opérations de régularisation de titres de propriété les maintiennent à l'écart du crédit (qui en fait pourrait, dans les conditions actuelles, se révéler tout à fait négatif). Seule la diffusion de techniques non capitalistiques d'augmentation des rendements, l'aide aux formes embryonnaires d'organisation paysanne, notamment en ce qui concerne la maîtrise de la commercialisation, permettraient de dégager une légère accumulation. Quoiqu'il en soit, l'accès à une ou plusieurs cultures de rente paraît décisif. Un organisme d'Etat pourrait se charger de distribuer gratuitement les semences, mais ici encore on se heurte à un certain nombre de contradictions. Pour ce qui est du cacao, par exemple, la production du Brésil est passée de 296 000 t à 380 000 t. Or le marché mondial connaît déjà un léger excédent et ne paraît pas très élastique (10). Devant la multiplication des plantations, les grands planteurs traditionnels de la Bahia font pression pour que les crédits soient restreints, par peur de l'effondrement des cours.

Le Guarana, le ricin, certains arbres fruitiers (comme le châtaignier du Brésil), l'hévéa ou le palmier à huile sont autant d'options mais qui sont coûteuses (11). Or l'Etat voit ses capacités de financement réduites par la crise et la dette extérieure.

On est donc conduit à s'interroger sur cette vaste entreprise étatique qui a mené des centaines de milliers de colons à défricher des millions d'hectares et qui n'a semble-t-il rempli aucun des objectifs officiellement proclamés (fixation productrice de l'homme à la terre (12), desserrement des tensions foncières des zones de départ, rééquilibrage de la structure foncière, etc...). Actuellement, l'Etat paraît incapable de mener à son terme l'entreprise dont il a jeté les bases et d'assurer le développement et la modernisation. Il continue donc à réaliser des opérations ponctuelles de distribution de terres destinées, au sein même de la frontière, à soulager les tensions qui résultent de l'abandon de la majeure partie de l'espace aux seules forces du marché.

Incapable d'assumer les coûts qu'entraînerait la modernisation des petits colons que sa politique d'intégration territoriale et de souveraineté nationale a dirigé vers les Terres Neuves, l'Etat semble confier au processus de différenciation et stratification économique en cours la charge de mettre en place une classe de paysans capable de prendre en main sa propre modernisation et de payer les services dont elle a besoins.

On assisterait alors à une séparation brutale entre une faible population d'agriculteurs aisés et une masse de main-d'œuvre temporaire qui assurerait leur croissance.

Au bilan, que reste-t-il de cette vaste entreprise ? Des infrastructures importantes (routes, ponts, etc...) des villes (il y a plus de 50 % de population urbaine sur la frontière "agricole") et une importante main-d'œuvre mobile ; c'est à dire les bases indispensables pour un certain type de développement et d'accumulation basé essentiellement sur les grands projets miniers et agro-industriels. Il apparaît aujourd'hui clairement que malgré les contradictions internes du pouvoir et les compromis nécessaires, c'est ce modèle qui était progressivement mais résolument imposé à l'Amazonie.

Cependant, ce mode de développement laisse derrière lui des conséquences sociales et écologiques importantes. Entre autres :

- une utilisation extensive de l'espace qui représente un gaspillage de ressources inestimables et difficilement renouvelables (en de nombreux points la forêt ne repousse plus lorsque la terre est mise en défens ou abandonnée). Il s'agit là des écosystèmes les plus complexes de la planète qui disparaissent sans que l'on ait eu le temps d'en inventorier toutes les potentialités.
- la concentration foncière et l'extension de l'élevage qui entraînent une croissance extrêmement rapide des villes (avec les problèmes liés au chômage, au sous-emploi et au coût des infrastructures) ainsi que l'exode rural, alors même que de nombreuses infrastructures avaient été prévues pour une population beaucoup plus importante.
- des conflits croissants avec les populations autochtones (qu'il s'agisse d'amérindiens ou de populations d'origine européenne) qui se voient dépossédées de leur terre, de leur pouvoir et de leur genre de vie de façon violente.

Enfin, les problèmes fonciers ne sont résolus ni dans les zones de colonisation (dont c'était théoriquement la finalité), ni dans les régions agricoles plus anciennes. On voit donc s'accumuler les contradictions d'un modèle aujourd'hui ouvertement critiqué et réapparaître dans le discours politique le thème de la réforme agraire qui refait périodiquement surface en période de crise.

CONCLUSION : REFORME AGRAIRE OU COLONISATION ?

Cette fois il semblerait que le projet de réforme agraire, formulé par un gouvernement plus démocratique en réponse à de fortes pressions populaires, soit enfin en position d'aboutir.

Traditionnellement la réforme agraire a toujours été dénaturée et détournée vers la colonisation. Aujourd'hui, le ministre de la réforme agraire affirme que la réforme doit se faire là où les problèmes se posent (c'est à dire, en fait, dans les lieux de départ) ce qui pourrait en effet diminuer durant quelques temps le volume des flux migratoires vers les Terres Neuves. On peut cependant mettre en doute la capacité du gouvernement de réaliser un programme aussi ambitieux. D'une part la république nouvelle n'a pas fondamentalement modifié les alliances politiques et les latifundiaires sont toujours présents à tous les échelons de la représentation et du pouvoir politique.

D'autre part, l'indemnisation des fazendeiros (violemment hostiles naturellement) et l'installation de petits paysans va coûter très cher, justement à une époque où les ressources financières sont rares et âprement disputées (d'où une levée de boucliers de tous les milieux industriels libéraux qui pensent que cet argent serait mieux utilisé ailleurs). Sans les moyens politiques et économiques de son action et pour ne pas décevoir les immenses espoirs populaires que le changement de gouvernement a suscités, le ministère de la réforme agraire risque de tourner une fois de plus ses regards vers les Terres Neuves et les programmes de colonisation.

Mais il se heurtera cette fois à des coûts encore plus élevés car il ne reste plus de terres appartenant au domaine public (à part les parcs nationaux et les réserves indiennes sur lesquels plane une menace certaine). Il faudra donc là aussi indemniser. On s'acheminerait alors vers l'enterrement définitif de la colonisation à caractère social, l'Etat étant probablement obligé de devenir marchand de terre et de services pour diminuer ses coûts.

Mais au-delà de ces problèmes, on peut se demander si derrière la réforme agraire (pourtant indispensable) ne se profile pas le même type de raisonnement que celui qui a toujours présidé aux politiques des gouvernements passés. C'est à dire une conception qui donne à la terre moins un rôle de facteur de production que celui d'équivalent d'un salaire de survie, évitant ainsi d'affronter les problèmes que poseraient la création d'emplois urbains et d'une forme de rémunération des chômeurs qui soit à l'échelle du grand nombre de migrants potentiels. Or, sans assistance, sans restructuration profonde, on a la preuve que l'exode rural continue. Les gens réalisent par la vente la valeur de leur foncier, soit pour leur survie immédiate, soit pour recommencer ailleurs, soit pour tenter autre chose en ville. Les paysans sont du reste chaque jour plus conscients "qu'on peut mourir de faim sur sa terre" et que le rôle de distributeur de terre qu'assume l'Etat ne représente qu'une condition nécessaire mais pas suffisante. Il faut aussi donner les conditions structurelles et locales de produire. Si l'équipe qui a préparé le projet national de réforme agraire en est bien consciente, il faut reconnaître qu'il lui sera très difficile de réaliser les deux à la fois et à grande échelle.

En effet, le PNRA (Plan National de Réforme Agraire) s'est donné pour but de distribuer de la terre à 7 millions de familles en 15 ans (soit près de 3 millions de personnes par an). Notons tout d'abord qu'avec le module de 100 ha par famille, et en supposant que l'espace ne soit pas déjà approprié, l'Amazonie entière n'y suffirait pas. Elle disparaîtrait entièrement en 15 ans sans que l'on soit beaucoup plus avancé car durant cette période ce ne seraient plus 7 mais 10 millions de familles auxquelles il faudrait fournir un espace (13).

On côtoie ici par l'absurde les limites absolues des solutions purement rurales au problème national de l'emploi. Encore n'a-t-on tenu compte dans ce petit calcul que de la croissance naturelle des familles concernées par la réforme agraire. En fait, pour que la population rurale globale reste stable, il faudrait (en régime de croissance démographique encore rapide (14)) que le taux d'urbanisation continue à croître à un rythme élevé (autour de 73 % en 1990 et 78 % en l'an 2000 (15)). Cette croissance exigerait à son tour un volume annuel de créations d'emplois urbains qui supposerait, dans l'état actuel des choses, des taux de croissance du PNB déjà difficilement imaginables en période de croissance rapide de l'économie mondiale.

NOTES

(1) 5 005 426 km², soit près de 59 % du territoire national.

(2) Les taux de croissance sont calculés sur la période 1970-1980

(3) En réalité la région S-E accuse un solde migratoire positif supérieur à 1,6 millions d'habitants, principalement dû à l'Etat de Sao Paulo (environ 2 millions) et à un moindre degré à celui de Rio (300 000), les autres Etats de la région étant déficitaires. Ainsi, il est certain que la seule ville de Sao Paulo a reçu, au bilan, plus d'immigrants que les régions pionnières qui représentent 64% du territoire !

(4) Un journaliste brésilien faisait récemment remarquer (Isto é, 7 août 1985, n°450) qu'il faut utiliser en moyenne 2 grammes de mercure pour obtenir 1 gramme d'or et que dans un seul village de chercheurs d'or du Mato Grosso (près de la frontière du Rondônia) une quantité de mercure presque égale à celle qui avait été déversée dans la baie de Minamata a déjà été rejetée dans la rivière. Dix chercheurs sur onze sont contaminés (avec des doses sept fois supérieures au maximum tolérable) sans parler des populations riveraines.

(5) On constate cependant que la combativité des groupes indigènes augmente chaque année face à une pression croissante sur leurs terres. Dans certains cas ils ont pu imposer une démarcation de leur territoire sur des limites choisies par eux (grâce à diverses manifestations, prises d'otages, etc ...).

(6) Normalement le code forestier ainsi que l'organisme chargé de le faire respecter (IBDF) interdisent le déboisement sur 50% de la propriété (avec quelques concessions pour les plantations arbustives comme le cacao) mais d'une façon générale, cela n'est pas respecté.

(7) Rappelons que le prix du bœuf n'est pas forcément le facteur prépondérant, le défrichement est en soi une valorisation et un pari sur l'avenir perpétuellement renouvelé. La terre défrichée est un placement comme un autre pour les détenteurs de capitaux.

(8) Rappelons qu'il s'agit là typiquement d'une réponse paysanne à des conditions de production défavorables. L'élevage présente en effet de nombreux avantages (outre ceux déjà cités) : c'est un capital qui se reproduit tout seul, il n'est pas sujet à la tyrannie des époques de récolte (et donc aux abus des commerçants), il se déplace seul vers les lieux de vente et ne demande pas autant de main d'œuvre que les autres activités agricoles.

(9) Le crédit pour les vivriers, insuffisant, avait surtout pour rôle de maintenir un certain niveau minimum de consommation pour le paysan entre deux récoltes. Les revenus résultant de la vente de cette récolte étant presque totalement engagés, cette forme de crédit ne représente qu'un étalement dans le temps du revenu paysan, une sorte de salaire.

(10) La consommation des pays occidentaux n'est pas susceptible de s'accroître beaucoup étant donné que les besoins sont à peu près satisfaits. Quant aux pays en voie de développement, il faudrait à la fois une hausse du niveau de vie et un changement des habitudes alimentaires pour que leur consommation augmente, favorisant le marché intérieur mais alors sans rentrées de devises.

(11) Paradoxalement, on en est arrivé à rechercher désespérément des moyens d'assurer la reproduction des colons sur la frontière alors que, d'après les discours officiels, ces mêmes colons devaient apporter une contribution décisive et soi disant indispensable à la production nationale.

(12) Signalons qu'alors que la "frontière" ne parvient pas à augmenter ses rendements, ceux-ci tombent dramatiquement dans certaines régions parmi les plus fertiles du Brésil : 1 million d'hectares transformés en désert dans le seul NO du Parana. Ailleurs, là où l'agriculture se maintient, on est tombé de 4 à 1 tête de bétail à l'ha en 10 ans. Café et soja ont vu leur rendement divisé par deux.

Notons qu'il s'agit là d'une région colonisée dans les années cinquante et que les actuelles zones de colonisation sont loin de présenter des sols aussi favorables.

(13) Il faudra donc diminuer le module comme cela commence d'ailleurs à se faire (les lots sont maintenant de 30 ha dans beaucoup de régions) ce qui pose le problème du changement de système de production de façon aigüe. Si l'on veut éviter la baisse des rendements et la misère, la modernisation est cette fois inéluctable.

(14) Mais en pariant sur la continuation du mouvement de baisse de la natalité observé entre 1970 et 1980. On aurait ainsi autour de 150 millions d'habitants en 1990 et 180 millions en l'an 2000.

(15) Rappelons qu'il était de 67,6 en 1980.